

La lettre politique de l'Institut éthique et politique Montalembert

Décembre 2017 – n°1

Rappels

L'institut éthique et politique Montalembert a appelé après l'élection présidentielle à une révolte pour le bien commun. Il ne s'agit pas de contester le pouvoir en place mais de chercher chacun par soi-même le comportement et l'engagement capables de donner davantage de sens à notre vie personnelle et collective sans attendre que ce sens vienne des autorités et des politiques qui seront menées.

La présente lettre trimestrielle vise à donner des repères pratiques et théoriques pour entrer dans cette forme de combat contre le fatalisme ou le fanatisme. Du point de vue théorique, nous vous proposerons des réflexions inspirées de Vaclav Havel, opposant au pouvoir communiste en Tchécoslovaquie puis président de la République de 1989 à 2003, auteur de *Le pouvoir des sans-pouvoir*.

Du point de vue pratique notre équipe vous proposera des analyses des décisions politiques et des points d'actualité auxquels vous êtes invités à réagir, notre but n'étant pas d'apporter des réponses définitives mais d'alimenter les débats.

Retrouvez nos publications sur www.institut-montalembert.fr

Qu'est-ce que l'idéologie ?

Dans son essai *Le pouvoir des sans pouvoir*, Vaclav Havel définit ainsi l'idéologie : « ... chacun est en même temps plus ou moins prêt à se résigner à la "vie dans le mensonge", chacun succombe d'une manière ou d'une autre à une réification profane et à la docilité ; en chacun il y a une tendance à se dissoudre dans la masse anonyme et à suivre tranquillement avec elle le courant de la pseudo-vie. Il ne s'agit plus ici depuis longtemps du conflit de deux identités. Il s'agit de quelque chose de pire : de la crise de l'identité elle-même. »

Pour Havel, avant la chute du mur de Berlin, le bloc des pays de l'Est a vécu une sorte de « memento pour l'Occident ». En des termes saisissants, l'opposant au communisme constate avec stupéfaction que les deux idéologies qui se sont affrontées pendant la guerre froide reposent sur des bases analogues, ce qui rend très aisé le passage de l'une à l'autre.

Nous pouvons trouver dans les deux blocs des « modèles structureaux, des mécanismes si parfaits et si affinés de manipulation directe et indirecte. (...) Cela signifie que notre société voit s'imposer inéluctablement une hiérarchie de valeurs essentiellement semblable à celle des pays occidentaux développés (et la coexistence déjà longue avec le monde occidental ne fait qu'accélérer ce phénomène) ; cela signifie encore que, de facto, il ne s'agit ici que d'une autre forme de la société industrielle de consommation, avec toutes les conséquences sociales et spirituelles que cela comporte ».

Pour Vaclav Havel, la hiérarchie des valeurs fondée sur la prééminence du confort matériel peut être caractérisée d'idéologie, forme de dictature « post-totalitaire », séduisante car en apparence non violente : c'est une « religion séculière » qui n'est pas imposée de l'extérieur mais qui, apportant à l'individu « une réponse toute prête à n'importe quelle question », emporte son consentement.

Le basculement dans l'idéologie apporte une satisfaction : « aussitôt tout redevient clair, la vie retrouve un sens, et les mystères, les questions, le malaise et la solitude » sont effacés. Cependant cette satisfaction impose de renoncer « à sa propre raison, à sa conscience et à sa responsabilité », donc de n'être qu'un « individu » semblable à d'autres, et non une personne, unique et différente. Cette réflexion fait penser à un autre génie tchèque, le Pragois Franz Kafka qui, salarié d'une grande compagnie d'assurance au début du XXe siècle, avait profondément ressenti l'absurdité d'une vie d'« individu », rouage d'une mécanique en apparence irrésistible. Havel résume cette absurdité :

« Est-ce que l'adaptation tellement générale à la vie dans le mensonge et le développement tellement aisé de "l'auto-totalitarisme" social ne sont pas en rapport avec la répugnance générale de l'individu de la société de consommation à sacrifier quoi que ce soit de ses acquis matériels à sa propre intégrité spirituelle et morale ? Est-ce que cela n'a pas de rapport avec sa capacité à renoncer à ce "sens supérieur" face aux appâts superficiels de la société moderne, avec sa capacité à se laisser séduire par l'insouciance du troupeau ? La grisaille et le vide de la vie dans le système post-totalitaire ne sont-ils pas finalement l'image caricaturale de la vie moderne en général ? »

Calendrier électoral

Sénatoriales 1^{ère} moitié : 24 septembre 2017 pour 6 ans

Européennes : fin mai 2019 (après le Brexit) pour 5 ans

Municipales : mars-avril 2020 (date précise sera fixée en 2019) pour 6 ans

Sénatoriales 2^{ème} moitié : septembre 2020

Départementales : janvier 2021 (date précise sera fixée en 2020) pour 6 ans

Régionales : décembre 2021 pour 6 ans

Présidentielle et législatives : avril à juin 2022.

Il n'y aura donc pas d'élections directes jusqu'en mai 2019, ensuite il y aura une élection chaque année. Aux sénatoriales, ce sont les élus locaux déjà élus précédemment qui votent : pour que le parti En Marche ! ait des sièges en 2017 il a fallu que des élus d'autres partis rallient le courant présidentiel.

Si François Fillon avait été élu en mai 2017...

Au même moment que le vote aux législatives était prévu un référendum pour réduire le nombre de députés et de sénateurs à partir de 2022.

Dès mai 2017 devait être lancée la préparation d'une vaste loi sur l'économie soumise au Parlement en juillet-août qui aurait prévu des mesures sur le droit du travail et la suppression de l'impôt sur la fortune, mais également des réductions de charges sociales, de l'impôt sur les sociétés et des taxes sur la transmission du capital des entreprises.

Concernant les comptes publics : devaient être voté à l'été 2017 le rehaussement de la TVA à 22% (voir notre Lettre philoéconomique n°1 sur la différence de cette mesure avec la hausse de la CSG). Devait être lancé un programme de baisse des dépenses publiques de 100 Md€ par la baisse du nombre de fonctionnaires et la réforme des assurances maladie (états généraux de la santé début 2018) et retraite (suppression des régimes spéciaux).

Immigration en France : données sur les titres de séjour

Le 11 juillet ont été publiés les chiffres définitifs d'attribution par la France de titres de séjour en 2016. 228 000 titres de séjour ont été délivrés soit +18% par rapport à 2011, ainsi répartis par motifs :

- Economique : 22 800 (+28%),
- Familial : 88 500 (+9%),
- Etudiants : 73 000 (+13%),
- Humanitaire : 28 750 (+64%),
- Autres : 14 500 (+25%).

Lors de la primaire de la droite, Nicolas Sarkozy avait indiqué qu'il était pertinent de limiter le regroupement familial dans le contexte d'afflux de réfugiés.

Insincérité du budget de l'Etat français : seulement en 2016 ?

On se souvient des déclarations fortes du nouveau Premier ministre peu après sa prise de fonctions, sur l'insincérité du budget 2017 dénoncée par la Cour des comptes. La mise en avant d'un dérapage budgétaire sur l'année 2017 résultant de mesures non financées par la précédente majorité est saine, notamment venant d'une majorité finalement proche de la précédente.

Il est intéressant cependant de regarder globalement comment a évolué le déficit de l'Etat. Ce déficit a augmenté de 2007 à 2009 : 41,3 Md€ en 2007 (45 prévus), 53 Md€ en 2008 (42 prévus), 138 Md€ en 2009 (66 prévus), au plus fort de la crise industrielle qui réduit de moitié les recettes de l'impôt sur les sociétés.

Le déficit public a ensuite fortement baissé de 2009 à 2013, cette dernière année se caractérisant cependant déjà par un écart de 13 Md€ entre la prévision et la réalisation : 112 Md€ en 2010 (117 prévus), 90 Md€ en 2011 (91 prévus), 82 Md€ en 2012 (78 prévus), 75 Md€ en 2013 (62 Md€ prévus).

Le déficit est même reparti à la hausse en 2014, à 86 Md€ pour une prévision initiale de 82 Md€. Les dernières années du quinquennat Hollande n'ont pas permis de réduire réellement le déficit « hérité » de la majorité précédente : 71 Md€ en 2015 (74 Md€ prévus), 69 Md€ en 2016 (72 Md€ prévus). Au total, le déficit budgétaire structurel s'est élevé en 2016 à 1,6% du PIB alors qu'il devait être ramené à 1,2% : c'est en ce sens que la Cour des comptes a parlé d'insincérité. Cette insincérité vient du caractère trop élevé des dépenses qui, contrairement aux recettes, dépendent de la seule gestion de l'Etat.

Les dépenses publiques se sont en effet élevées à 418 Md€ en 2016 contre 410 Md€ prévus après 400 Md€ en 2015. C'est un montant supérieur à celui constaté au pire de la crise économique en 2010 où l'Etat avait dépensé 409 Md€.

Idéologie, peur, autorité, domination : où en est la France après la bataille électorale de 2017 ?

On dit souvent qu'un souverain ne peut régner que par l'amour ou par la crainte : Emmanuel Macron a souhaité miser sur l'amour, mot utilisé dès le soir de son élection dans la cour du Louvre. Il y avait là aussi un symbole de rupture avec ses deux prédécesseurs, qui avaient terminé leur mandat dans de fortes tensions : les divisions internes de leur majorité les avaient conduits à imposer une discipline mal acceptée.

La parole d'Emmanuel Macron n'a cependant pas tardé à marquer des contradictions : se voulant « bienveillante », voire « gentille » selon les termes mêmes du Président de la République, cette parole apparaît particulièrement sévère sur certains sujets, depuis le jugement du candidat à la présidentielle sur la colonisation, répété lors de son voyage en Afrique, jusqu'aux imprécations à l'encontre des adversaires des réformes présidentielles et en dernier lieu l'audiovisuel public. Parole d'autorité ou de domination ?

Rien n'est plus difficile que l'exercice de l'autorité, et une phrase revient souvent dans la bouche des dirigeants français : les Français seraient « ingouvernables ». Cette posture où une personne en charge de l'autorité explique d'avance ses échecs en en rejetant la faute sur les autres traduit selon nous le manque d'autorité. Le fondement de l'autorité n'est pas en effet la capacité du pouvoir à imposer ses décisions, mais bel et bien la capacité du pouvoir à permettre à chacun de prendre effectivement davantage de responsabilités dans la vie de la nation.

Loin de cela, le président Macron affirme beaucoup plus sa confiance en sa propre capacité à réformer que sa confiance dans la capacité du peuple français à réaliser par lui-même les réformes. C'est ici que le discours de domination pointe sous le discours d'autorité. La théâtralité de la communication officielle va également dans ce sens : il légitime le pouvoir non par ce qu'il réalise effectivement mais par ce dont il est l'héritier.

C'est sur la réalité de l'exercice du pouvoir que le détenteur de l'autorité est jugé. Ici le gouvernement en place pêche selon nous par l'insuffisance des réformes, par exemple dans l'éducation nationale. Le ministre de l'éducation nationale a ainsi décidé d'écarter certains idéologues : c'est une marque d'autorité. Mais il a également annoncé que « l'heure n'était pas » à l'établissement de la liberté des parents de choisir leur école : il a exclu de supprimer le quota limitant à 20% la part des élèves scolarisés dans le privé sous contrat, et de permettre aux écoles publiques qui attirent des élèves de se développer au détriment des autres. Dans ces conditions, comment les Français pourraient-ils se sentir parties prenantes des réformes nécessaires ? Le renoncement à la réforme sape l'autorité parce qu'il limite effectivement l'investissement de chacun dans l'exercice même de l'autorité.

Dans le domaine de l'éducation comme dans d'autres – protection sociale, logement -, force est de reconnaître que les décisions du pouvoir en place ne touchent pas les monopoles publics dont l'inefficacité met les petites entreprises dans une situation catastrophique et accroît la pauvreté. Le simplisme sur les questions de société reste le malheureux dévouement d'une nation privée de liberté dans ses domaines essentiels.

Emmanuel Macron a réussi à incarner sans aucun complexe la technocratie française vantée par le général de Gaulle comme un antidote à l'idéologie. Il s'est effectivement libéré en grande partie de l'idéologie socialiste qui avait emprisonné son prédécesseur. Mais son autorité pâtit du fait qu'il continue, comme ses prédécesseurs, à reporter les réformes nécessaires.

Adresse de la lettre : Institut éthique et politique Montalembert - Chez Ludovic TROLLÉ - 54 rue Ferronet - 92200 NEUILLY-sur-SEINE.

L'abonnement est réservé aux adhérents. Il est possible de souscrire par simple inscription à l'adresse ci-dessus en envoyant un chèque de 40 € et les informations ci-dessous.

Et surtout n'hésitez pas à nous envoyer vos propositions d'articles à l'adresse cerclemontalembert@gmail.com !

ADHESION à l'INSTITUT ETHIQUE ET POLITIQUE MONTALEMBERT

NOM..... PRENOM :

ADRESSE POSTALE :

ADRESSE MAIL : (obligatoire pour version numérique) :@.....

TELEPHONE : DATE :

SIGNATURE